



## **APPEL À SOUTIEN SUITE À UNE VAGUE D'ARRESTATIONS EN FRANCE EN LIEN AVEC LE DÉSARMEMENT D'UNE USINE LAFARGE COMMUNIQUÉ DES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE | 5 JUIN 2023**

**Tôt ce matin, les gendarmes et la Sous-Direction Anti-Terroriste (SDAT) ont mené une vague de perquisitions à travers toute la France. Au moins une quinzaine de personnes ont été perquisitionnées simultanément dans plus de dix communes puis placées en garde à vue.**

**D'après les premières informations publiées dans la presse, ces personnes seraient accusées de "destruction en bande organisée" et "association de malfaiteurs", en lien avec une action de désobéissance menée le 10 décembre 2022, contre l'usine Lafarge de Bouc-Bel-Air (13), par plusieurs centaines de personnes. Sous ce régime de garde-à-vue, elles pourraient être détenues pendant 96h (jusqu'à vendredi matin).**

**Depuis les Soulèvements de la Terre, nous avons soutenu cette initiative de démantèlement salutaire à l'encontre d'une des entreprises les plus destructrices au monde. Nous appelons donc à soutenir très largement les personnes arrêtées aujourd'hui : dans les cortèges contre la réforme des retraites demain, par des rassemblements devant les sites Lafarge et les Préfectures mercredi soir et en rejoignant massivement la mobilisation contre l'extension d'une carrière Lafarge ce dimanche 11 juin au matin à Saint-Colomban.**

**L'opération policière de ce matin, sur laquelle le ministère n'a pour l'instant pas communiqué, s'inscrit de toute évidence dans l'escalade répressive que le gouvernement mène contre les mouvements sociaux et écologistes avec une accélération notable ces derniers mois : violences policières effroyables à Sainte-Soline, régime d'exception alimenté par le spectre de "l'éco-terrorisme" ou encore menaces de dissolution des Soulèvements de la Terre. Par cette criminalisation, c'est bien l'association de malfaiteurs qu'il constitue avec les industries mortifères que le gouvernement révèle.**

**Car nous le savons : c'est bien Lafarge-Holcim qui est coupable de destruction en bande organisée ! Sur les 50 sites les plus polluants de France, 17 sont des cimenteries. Le béton représente 8% des émissions de Co2 mondiales. Quant au secteur du BTP c'est 39 % des émissions de CO2 au niveau mondial et de 33% des émissions françaises. L'entreprise Lafarge-Holcim semble cumuler les scandales environnementaux dans ses carrières, centrales à béton et cimenteries. C'est bien aussi Lafarge-Holcim qui a financé Daesh en Syrie, avec l'accord tacite de la DGSE et de l'État. L'entreprise a d'ailleurs été condamnée pour financement du terrorisme par la justice américaine en octobre 2022.**

**Assimiler aujourd'hui à du terrorisme l'usage légitime de la pince coupante, de la masse et de la clef à molette en vue de neutraliser des infrastructures est un inacceptable retournement ! Les centrales à béton sont des armes d'artificialisation massive des terres agricoles et de destruction de la biodiversité, des bombes à retardement climatique. Il est donc plus que jamais légitime et nécessaire de les désarmer.**

**En France et en Suisse, cela fait trois ans que des actions toujours plus massives et déterminées visent l'industrie du béton en général et Lafarge-Holcim en particulier :**

- **Campagnes de blocage de cimenteries "Fin de chantiers", depuis 2020**
- **Occupations et désarmements simultanés de plusieurs sites Lafarge en région parisienne, à l'appel d'Extinction Rebellion et des Soulèvements de la Terre, en juin 2021**
- **ZAD de la Colline en Suisse, entre 2020 et 2021**
- **Mobilisations successives à Saint-Colomban (44) contre des extensions de carrière Lafarge et GSM, en 2022**
- **Désarmements collectifs sur des cimenteries de Béton Lyonnais en février 2023**



En décembre dernier un article du Parisien laissait fuiter pour la première fois la possibilité d'une dissolution des Soulèvements de la Terre et révélait l'implication de l'anti-terrorisme dans l'enquête sur l'action contre l'usine Bouc bel Air. Une tribune en réaction à cette inquiétante extension répressive avait alors été signée par plus de 3000 personnalités et publiée dans Libération. De multiples personnalités politiques, syndicales et intellectuelles y affirmaient leur soutien à ce type d'actions : *"Nous savons aussi que nous n'avons pas peur de ces gens vêtus de blancs de protection ou de bleus de chauffe qu'on nous montre désormais à la télé, après des années de surdité du gouvernement face aux luttes écologistes. Nous ne pouvons d'ailleurs leur donner tort quand nous les entendons affirmer que leurs actions de « désarmement » sont un élément essentiel de toute stratégie conséquente pour freiner, enrayer, stopper les projets qui b tonnent les sols, s'accaparent les terres ou empoisonnent les rivières. Mieux que  a, nous aimerions parfois en être (...)"*.

**LES ACTIONS DE DÉSARMEMENT DE L'INDUSTRIE DU BÉTON SE RÉPANDENT ET CE N'EST PROBABLEMENT QU'UN DÉBUT. NOUS APPELONS   LES AMPLIFIER.**

**NOUS EXIGEONS LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DE TOUTES LES PERSONNES ARRÊTÉES CE JOUR.**

**NOUS APPELONS   DES GESTES DE SOLIDARITÉ AVEC ELLES DANS TOUTES LES MANIFS RETRAITE DE DEMAIN.**

**NOUS APPELONS   DES RASSEMBLEMENTS DE SOUTIEN PARTOUT EN FRANCE MERCREDI SOIR (07 JUIN), FACE   DES PRÉFECTURES, OU DES SITES LAFARGE-HOLCIM.**

**NOUS APPELONS   CONVERGER MASSIVEMENT CE DIMANCHE EN LOIRE-ATLANTIQUE POUR LES CONVOIS FIN DE CARRIÈRES, ET NOTAMMENT CONTRE L'EXTENSION D'UN SITE LAFARGE   SAINT COLOMBAN.**

**NE NOUS LAISSONS PAS INTIMIDER PAR LA RÉPRESSION, D SARMONS LE BÉTON !**